

Israël prolonge la crise politique



Bien qu'il ait remporté une victoire par une marge étroite aux élections législatives d'avril, le premier ministre sioniste, Benjamin Netanjahu a échoué dans sa tentative de former son cinquième gouvernement en Israël raison pour laquelle le Parlement a décidé sa dissolution et la convocation de nouvelles élections en septembre.

Avec 35 députés dans une chambre législative de 120 membres, l'actuel premier ministre par intérim n'a pas réussi à rassembler autour de lui les formations de droite fragmentées qui voient avec méfiance les aspirations du Parti Likoud de se perpétuer au pouvoir.

Un des éléments fondamentaux de discorde est la nouvelle loi de service militaire qui élimine les privilèges dont bénéficiaient les étudiants des écoles rabbiniques qui étaient jusqu'à présent exemptés du devoir de servir dans les rangs de l'armée.

Cette loi est impulsée par l'ex-ministre de la défense, Abigdor Lieberman, chef de la formation ultra-conservatrice « Israël, Notre Maison » dont les voix étaient vitales pour la réélection de Netanjahu.

C'est l'ouverture d'une nouvelle étape de la crise politique à Tel Aviv, crise qui a commencé cela fait plus de 6 mois à cause des dénonciations réitérées de corruption contre certaines des principales figures de la droite sioniste dont le propre premier ministre.

Nombreux sont ceux qui signalent que les aspirations de Netanjahu à la réélection ne constituent qu'une stratégie pour obtenir l'immunité et éviter ainsi d'être traduit en justice comme cela a été le cas de son

prédécesseur Ehul Olmert, condamné en 2015.

Bien qu'ayant remporté les élections précédentes, le chef du gouvernement a préféré la dissolution du Parlement et la convocation de nouvelles élections face au risque que le président d'Israël, Reuven Rivlin, charge son principal adversaire, l'ancien chef de l'armée, Benni Gantz, de former un gouvernement.

C'est un pari risqué car il pourrait ne pas obtenir les mêmes résultats qu'au mois d'avril et ouvrir ainsi la porte à une nouvelle coalition de droite pour le remplacer.

En tout cas, cela ne signifierait aucun soulagement pour la population palestinienne qui continuera à être victime des agressions sionistes dans la Frange de Gaza et à voir se multiplier le nombre de colonies juives dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Il n'y aurait pas non plus de changements substantiels dans les relations avec les États-Unis, le principal partenaire d'Israël au Moyen Orient car il s'agit d'un lien stratégique pour Washington, au-delà de la proximité presque génétique entre Netanjahu et le président Donald Trump.

De toutes les façons c'est un sujet qu'il convient de suivre de près car ce qui arrivera dans l'état israélien aura une grande influence sur une zone brûlante de la planète.

N'oublions pas qu'il s'agit d'une puissance nucléaire qui n'est sujette ni à des régulations ni à des inspections internationales, qui a une trajectoire très dangereuse et qui peut déclencher une guerre de grandes proportions si cela répond à ses intérêts ou à ceux de la Maison-Blanche.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/192212-israel-prolonge-la-crise-politique>



Radio Habana Cuba